

« 2026 sera l'année de la mise à l'épreuve pour l'Arizona »

Interview de Jean Faniel
par Corentin Di Prima

L'année politique qui s'achève fut marquée par la formation d'un gouvernement fédéral inédit, l'Arizona, emmené par un Premier ministre nationaliste flamand, inédit là aussi. Et Bart De Wever est sans conteste la personnalité de l'année.

L'Arizona, coalition inédite

On peine à réaliser que le gouvernement De Wever a vu le jour il y a moins d'une année, tant les onze derniers mois ont été denses en annonces, décisions et quasi-crashes. Il est pourtant bien né en 2025. Installé officiellement le 3 février, il s'en est fallu de peu pour qu'il ne voie jamais le jour, tant sa formation a été faite d'ultimatums, d'oukases et de grandes tensions, préface du *modus vivendi* qui présidera à sa première année de vie.

« Il faut d'abord rappeler qu'il s'agit d'une coalition inédite », souligne Jean Faniel, celle qui semblait s'imposer d'emblée après les élections de juin 2024, parce qu'associant les deux grands vainqueurs du scrutin au nord et au sud du pays : N-VA et MR. Deux partis de droite, flanqués des partis centristes et de Vooruit, seul parti de gauche.

« Sa mise en place a été laborieuse et la méthode de Bart De Wever posait déjà question. Il a reçu l'appui manifeste du Palais royal et une relation étonnante s'est nouée entre le Roi et lui. On l'a encore vu le 6 novembre, lorsqu'il est allé demander du temps supplémentaire au Roi dans le cadre des négociations budgétaires, alors que celui-ci n'avait en principe rien à dire dans ce cas. C'était déconcertant, *a fortiori* venant d'un nationaliste républicain ».

Une « séquence étrange », qui a donné à voir une instrumentalisation du Palais, considère le politologue, non pas en l'abaissant, mais en lui donnant en réalité plus de poids qu'il n'en aurait habituellement.

Casting inédit

Mais revenons aux caractéristiques inédites de cet attelage. « Pour la première fois, un nationaliste flamand ne venant pas d'une famille traditionnelle est devenu Premier ministre. Et il n'avait jamais été ministre, ce qui n'était plus arrivé depuis Wilfried Martens ».

Avec David Clarinval, c'est aussi la première fois depuis un siècle qu'un ministre de l'Emploi est libéral, souligne Jean Faniel. « C'est un vrai tournant ». Notamment parce que ça signifie qu'il n'a pas d'attache avec les syndicats.

Autre étonnement : la bonne entente nouée entre B. De Wever et Vooruit. On est loin de 2014, quand le nationaliste se réjouissait d'être définitivement débarrassé des socialistes.

Moins inédit par contre, mais remarquable tout de même : « C'est un gouvernement d'hommes blancs. Et c'est encore plus vrai que sous la Vivaldi : le *kern* est vraiment devenu le centre du pouvoir, alors qu'il n'a pas d'existence légale. C'est le reflet de la partitocratie ».

Quasi-crash malgré de fortes convergences

Sur le fond, les cinq partis partagent des convergences programmatiques fortes, ce qui contraste avec le gouvernement précédent. Ils ont un mantra : « C'est l'idée de remettre beaucoup de gens à l'emploi, les chômeurs, une partie des malades de longue durée, une volonté de réformer profondément le marché du travail et les pensions ».

Et puis, il y a aussi la volonté partagée de baisser les cotisations sociales patronales, tout en maintenant les aides aux entreprises ; de réduire les dépenses de l'État ; de durcir la politique de migration ; et enfin de relever les dépenses de défense, épingle Jean Faniel.

Avec une entrée en matière tonitruante : la limitation dans le temps des allocations de chômage sera votée en moins de six mois, avant quelques couacs dans la méthode et pas mal d'empoignades sur d'autres dossiers.

Jean Faniel voit dans les dossiers Gaza, fiscalité et santé les divergences les plus fortes entre partenaires. « On est passé au moins deux fois à côté du crash. Au décollage : l'Arizona a failli ne pas advenir. Et à l'automne, sur le budget. J'ajouterai la séquence sur Gaza à la fin de l'été, qui a été un gros moment de tensions ».

« Mais dans tous ces dossiers, des points d'accord ont été trouvés, au moins temporairement. L'Arizona, c'est laborieux, il y a des divergences, mais quand il y a un accord, ça avance », résume Jean Faniel qui en veut pour exemple l'avalanche de décisions prises après le déblocage sur le budget.

Les francophones trinquent

Des décisions, donc, mais globalement défavorables aux francophones, constate le politologue. Il cite : la réforme du chômage et ses conséquences sur les CPAS ;

la réforme des pensions, « car supprimer l'assimilation des périodes de chômage va pénaliser les Régions qui ont connu un chômage de masse, à savoir la Wallonie et Bruxelles. Ajoutez que la réforme fiscale va être plus dure à encaisser pour ces deux Régions également ».

Enfin, il y a la fusion des zones de police à Bruxelles. « C'est une très vieille revendication des partis flamands. Si on veut repenser les institutions bruxelloises, on ne peut pas prendre uniquement ce que veulent les partis flamands et laisser les francophones pour leur compte ».

Suédoise-Arizona, même combat

De manière générale, la Belgique n'échappe pas au mouvement dit de droitisation des opinions et donc des politiques publiques. Si le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en début d'année symbolise ce que Jean Faniel qualifie de « changement d'ordre mondial », l'expert constate que cette transformation démocratique est en réalité à l'œuvre en Belgique depuis 2014.

Cela se traduit notamment par une modification du rapport au pouvoir et aux contre-pouvoirs. « Le gouvernement de Charles Michel était construit sur une logique majoritaire : on a la majorité donc on peut gouverner, quoi que les autres en disent. Jusque-là, la logique était beaucoup plus proportionnelle, avec une recherche de consensus. À ce titre, il y a une continuité entre la Suédoise et l'Arizona. Et on assiste vraiment à un tournant à droite sur le plan économique, de la protection sociale et du marché du travail. Avec aujourd'hui un pas plus loin sur l'immigration ».

Cette droitisation des politiques se traduit clairement dans le programme de ce gouvernement, dit Jean Faniel : « Ce n'est pas pour rien que les syndicats estiment que les organisations patronales ont tenu la plume de l'accord, il y a clairement des impulsions à l'œuvre : heures supplémentaires, travail de nuit, réforme du chômage, pensions, mise en cause de l'indexation... on retrouvait toutes ces mesures dans les memoranda de la FEB, de l'UCM et du Voka ».

On la perçoit aussi dans la dégradation de la qualité du débat public, ajoute l'expert. « Il y a une polarisation. Georges-Louis Bouchez y participe, en disant qu'il mène une guerre culturelle. Il en a le droit. Mais ça veut dire qu'il va y avoir plus de frictions. Il brouille certains repères. En disant que les antifas sont fascistes. Ou en ne respectant pas le cordon sanitaire. Il joue avec les limites. Et ça lui est reproché. On constate aussi que les débats télévisés sont de plus en plus souvent inaudibles. Je ne me souviens pas qu'avant, le présentateur devait couper les micros. Cette logique de plus en plus confrontante se greffe sur des réformes socio-économiques fortes. Ce n'est pas juste du discours. Cela attise les tensions ».

Les contre-pouvoirs attaqués

On l'a évoqué, le rapport du pouvoir avec les contre-pouvoirs a évolué. Au pays de la concertation et du compromis, difficile de ne pas le souligner. C'est un changement majeur de culture politique.

« Le gouvernement décide sans consulter », constate Jean Faniel. Le n° 1 du pouvoir judiciaire, le premier président de la Cour de cassation, sollicite un rendez-vous avec le Premier ministre ? Sa demande reste lettre morte. Les syndicats réclament une rencontre avec le gouvernement, après une grande manifestation ? Pas de réponse.

« Ce changement de méthode est à rattacher aux conceptions mêmes du MR ou de la N-VA qui sont beaucoup plus dans une logique majoritaire, verticale, et beaucoup moins intégrés dans la société civile », analyse Jean Faniel.

Mouvement de sape contre la société civile

L'évolution est telle que des principes constitutionnels fondamentaux sont remis en cause, s'inquiète-t-il : « L'avant-projet de loi Quintin visant à permettre au gouvernement de dissoudre des associations qu'il juge radicales remet clairement la séparation des pouvoirs en cause au profit de l'exécutif. Et menace la liberté d'association, garantie par la Constitution ».

Un grand mouvement de sape contre la société civile semble à l'œuvre. « La limitation de la déductibilité fiscale des dons ne va pas rapporter grand-chose au budget, mais ça va affaiblir le tissu associatif au sens large, y compris par exemple les banques alimentaires ou la Fondation contre le cancer. La réduction des budgets de la coopération au développement, c'est également affaiblir des associations qui sont des contre-pouvoirs, ici ou ailleurs. Le gouvernement flamand est allé dans le même sens en réduisant de manière arbitraire les subsides de certaines associations de gauche. Et le gouvernement de la Communauté française veut fixer des critères sur ce que seraient des associations politiques. Tant pour la lettre que l'esprit du pacte culturel, cela semble contestable. On attend un avis du Conseil d'État ».

Par ailleurs, la réforme du chômage ou le fait que les mécanismes de flexibilité ou d'heures supplémentaires défiscalisées ne devront plus passer par une délégation syndicale, « cela affaiblit le rôle des syndicats, contre-pouvoir également ».

La gauche reste divisée

Réformes socio-économiques fortement marquées à droite, absence de concertation, attaques contre les contre-pouvoirs : cela a forcément attisé la colère d'une partie de l'opinion. C'est un autre fait majeur de 2025 épinglé par Jean Faniel : des mouvements sociaux très forts, durant toute l'année.

« Il est quasi acquis que le record de jours de grève de 1993 sera battu. Il y a eu deux journées de grève générale, de grandes manifestations. Et de nombreuses actions sectorielles. Cela faisait des décennies qu'on n'avait plus vu des actions des enseignants francophones et néerlandophones en même temps. Il y a eu plus de 20 jours de grève sur le rail, la mobilisation du monde de la justice... On a un paradoxe : l'indifférence, voire le mépris du gouvernement. Et des mouvements qui continuent à prendre de l'ampleur ».

Du pain bénit pour l'opposition ? Les derniers sondages laissent penser que le PS et le PTB profitent de cette première année pour marquer des points dans l'opinion,

dépassant le MR en Wallonie et à Bruxelles. « La campagne 2024 a été désastreuse pour la gauche francophone, minée par les divisions. Depuis le 10 juin, on ne constate plus de telles attaques ».

Raoul Hedebouw et Paul Magnette semblent avoir tiré les leçons de leur échec et réorienté leurs salves vers la droite et le centre. Ça et là, ils ont même consenti à gouverner ensemble au niveau communal. Prélude à d'autres grandes manœuvres pour l'avenir ? « C'est loin d'être acquis », constate Jean Faniel.

« La question qui va se poser, c'est : va-t-on vers un scénario en 2029 d'alternance, sans alternative politique ? Cela va être un débat important. Si PS et PTB veulent faire quelque chose d'alternatif, ils doivent le préparer dès maintenant, or je n'ai pas l'impression qu'il y a des contacts ». Le reste de l'opposition semble moins menaçante, à ce stade, pour l'axe MR-Engagés.

L'agonie bruxelloise

Et puis il y a Bruxelles. Que dire encore, après plus de 550 jours sans gouvernement de plein exercice ? Certes, la situation n'est pas facile, la faute aux règles électorales et à l'émiettement politique, côté néerlandophone en particulier.

Mais cela n'excuse pas tout, à entendre le politologue. Car depuis un an et demi, « le pire de la politique semble à l'œuvre : on n'arrive pas à se mettre d'accord parce que tout le monde n'aura pas un poste au gouvernement, et il y a des luttes d'ego ».

Il déplore aussi « une lenteur stupéfiante, une cécité confondante du monde politique face à ce qui ressemble de plus en plus à une forme d'agonie de l'autonomie bruxelloise ». Le Parlement bruxellois semble hors-jeu, tétanisé par la participatie, alors que l'arithmétique bruxelloise permet, dit Jean Faniel, plus de formules qu'on le pense. « Il y a de la nonchalance et un manque de créativité puisque la loi spéciale permet de trouver des solutions à la question des postes ».

Il pourrait devenir sensé de réclamer de nouvelles élections

Yvan Verougstraete a osé sortir de l'axe formé par son parti, Les Engagés, et le MR depuis les élections. Il tente de mettre sur pied une coalition de centre-gauche.

Pour Jean Faniel, si cette entreprise de formation-ci ne voit pas le jour, il pourrait devenir sensé de réclamer de nouvelles élections. « Mais en même temps, en disant cela, je sais que je soulève un problème démocratique fondamental. Car convoquer anticipativement les électeurs à la suite d'une crise gouvernementale, c'est une chose. Mais dire : "Il n'y a même pas eu de gouvernement, donc c'est que vous avez mal voté", ça pose un problème démocratique ».

Et puis, qui peut dire que de nouvelles élections clarifieraient la donne ? Le nœud bruxellois restera à coup sûr l'un des grands enjeux de 2026.

2026, l'année de vérité

Pour le gouvernement fédéral, l'année qui vient sera celle de la mise à l'épreuve, estime Jean Faniel. Quelle sera la dynamique du gouvernement ? Les tensions vont-elles subsister, grippant son action ? Ou va-t-il trouver un rythme de croisière lui permettant d'enfiler les réformes comme des perles ? Et le mouvement social, comment va-t-il évoluer ? Qui va plier ?

« La manière dont les choses vont tourner sur le terrain, l'ampleur des secousses provoquées par les réformes dans la société, cela aura des conséquences sur le gouvernement fédéral, mais aussi sur ceux des entités fédérées, qui doivent digérer des réformes dont ils ne sont pas responsables, mais complices ».

Au premier rang desquelles, l'exclusion des chômeurs de longue durée et des jeunes bénéficiaires d'allocations d'insertion, dès le 1^{er} janvier.

Cet article a été publié dans : *L'Écho*, 30 décembre 2025, pages 6-7.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Jean FANIEL (interviewé par Corentin DI PRIMA), « “2026 sera l'année de la mise à l'épreuve pour l'Arizona” », *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, 30 décembre 2025, www.crisp.be.